TAXES A FOURNIR

Pour information : les timbres fiscaux de votre carte de séjour ne peuvent plus être achetés à la régie des recettes de la Préfecture

NB: en cas de demande de renouvellement après l'échéance du titre, il sera fait application d'un droit de visa de régularisation de 180 euros (Art. L311-13-D-2 du CESEDA)

COMMENT OBTENIR UN RENSEIGNEMENT :

→ Avant de téléphoner, merci de vous munir de votre titre de séjour
→ Si vous adressez un mail ou un courrier, joindre la copie de votre titre de séjour

- *Par mail : pref-etrangers- bayonne@pyrenees-atlantiques.gouv.fr*
- *Par courrier : Sous-préfecture de Bayonne*
  Bureau de la citoyenneté et des relations avec les collectivités territoriales
  Pôle Etrangers citoyenneté
  4, Allées marines
  BP 3 Bayonne Cedex

Mise à jour du 10 avril 2017

Cadre réservé à l'administration

Date remise liste : ….....

Date dépôt dossier : ….....

Nous ne pouvons pas afficher l'image.

PREFECTURE DES PYRENEES-ATLANTIQUES

ENTREPRENEUR / PROFESSION LIBERALE
article L.313-10 3° du CESEDA

Carte n° : _____ ☐ 1ère demande

NOM : _____ ☐ Renouvellement

PRENOM : _____

Nationalité :_____

Mail : _____

Téléphone : _____

☐ CST ☐ CRA ☐ CSP ☐ CR

Le jour du dépôt de votre dossier, vous devez vous présenter personnellement au guichet des étrangers de la Préfecture muni(e) de toutes les pièces justificatives : ORIGINAUX ET PHOTOCOPIES
Tout document en langue étrangère doit être traduit par un traducteur assermenté

TOUT DOSSIER INCOMPLET SERA CONSIDÉRÉ COMME IRRECEVABLE

Cadre réservé à l'administration

Décision de l'autorité compétente : ….....… Date :

☐ COMPLET ☐ TRANSMIS A LA DIRECCTE LE :……...

☐ INCOMPLET – pièces manquantes :

-
-

Commentaires :

1ERE DEMANDE / RENOUVELLEMENT

Documents à fournir:

DOCUMENTS COMMUNS

☐ titre de séjour en cours de validité **ou** visa de long séjour valant titre dé séjour validé par la vignette OFII en cours de validité, ou déclaration de perte

☐ passeport en cours de validité (toutes les pages d'état civil, les cachets d'entrée/sortie et les visas)

☐ extrait d'acte de naissance avec filiation ou une copie intégrale d'acte de naissance lors d'une première demande (en cas de changement de département, ce document vous sera également demandé)

☐ si vous êtes marié et/ou avez des enfants: carte de séjour du conjoint (ou carte d'identité), extrait d'acte de mariage, extraits d'actes de naissance des enfants avec filiation

☐ justificatifs de domicile datant de moins de 3 mois: (facture d'électricité, gaz, eau, téléphone fixe, accès à Internet, quittance de loyer si locataire dans le parc public, attestation d'assurance logement)

☐ si vous êtes hébergé : attestation de l'hébergeant datée et signée, titre de séjour à la bonne adresse (ou carte d'identité) et justificatif de domicile de l'hébergeant daté de moins de 3 mois

☐ 3 photographies d'identité récentes (format 35 mm x 45 mm) (pas de copie)

☐ 1 enveloppe timbrée au tarif en vigueur 20g, libellée à vos nom et adresse

1ERE DEMANDE

DOCUMENTS SPECIFIQUES

- Activité commerciale, industrielle ou artisanale

◆ en cas de création (changement de statut ou nouvelle activité)

☐ formulaire CERFA « commerçant, artisan, industriel » complété

- ☐ **s'il réside en France** : bordereau de situation fiscale relatif au paiement de l'impôt sur le revenu en France, **s'il réside hors de France** : extrait du casier judiciaire ou pièce équivalente du pays dont est ressortissant le demandeur

- ☐ les pièces justificatives relatives à la capacité du demandeur à exercer l'activité commerciale, industrielle ou artisanale envisagée

☐ une **présentation sur papier libre du projet de création**, du plan d'affaires et d'un **budget prévisionnel pluriannuel**

☐ justificatif d'immatriculation de l'entreprise (statuts, extrait K ou Kbis) ou d'affiliation au régime social des indépendants (RSI) – à produire lors de la fabrication de la carte de séjour

☐ **tout justificatif sur la viabilité économique du projet de création de l'entreprise**

☐ un justificatif de l'engagement de cautionnement pris par un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance agréée pour se porter caution et ayant leur siège en France, ou une attestation de solde créditeur d'un compte au nom du demandeur ouvert auprès d'un établissement de crédit ayant son siège social en France

- **en nom propre** :

☐ **en cas de création d'entreprise** : copie de la promesse de bail commercial

☐ **en cas de reprise d'un fonds de commerce** : copie de la promesse ou du contrat de vente du fonds

☐ **en cas de location-gérance** : copie de la promesse ou du contrat de location-gérance + extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers du précédent exploitant (datant de moins de 3 mois) + copie du bail établi au nom du propriétaire du fonds

- **en société** :

☐ **en cas de création d'une société de droit français** : une copie de la promesse de bail commercial portant mention de l'activité et éventuellement de l'autorisation du propriétaire des locaux ou de toute autre pièce relative aux locaux affectés à l'activité + une copie du projet de statuts de la société faisant apparaître le projet de répartition du capital social

☐ **en cas de création d'une société de droit français, filiale d'une société étrangère** : un justificatif de la nomination ou, éventuellement, une lettre d'intention de l'organe compétent pour la nomination + une copie des statuts de la personne morale de droit étranger + une copie de la promesse de bail commercial portant mention de l'activité ou du contrat de sous-location portant mention de l'activité et éventuellement de l'autorisation du propriétaire des locaux ou de toute autre pièce relative aux locaux affectés à l'activité + une copie du projet de statuts de la société faisant apparaître le projet de répartition du capital social

☐ **en cas de création d'un établissement d'une personne morale étrangère** : un justificatif de nomination ou une lettre d'intention de l'organe compétent pour la nomination + une copie des statuts de la personne morale de droit étranger

- Activité libérale

☐ **en cas de création** (changement de statut ou nouvelle activité) : justificatif d'immatriculation URSSAF et justification des capacités de son activité à lui procurer un niveau de ressources au moins équivalentes au SMIC à temps plein

☐ **si exercice d'une profession réglementée** : autorisation d'exercice ou inscription à l'ordre concerné

RENOUVELLEMENT

- Activité commerciale, industrielle ou artisanale

◆ en cas de poursuite d'activité créée par le demandeur :

☐ **justificatif d'immatriculation de l'entreprise (statuts, extrait K ou Kbis) ou d'affiliation au régime social des indépendants**

☐ **tout justificatif de l'effectivité de l'entreprise et des ressources tirées de l'activité** au moins équivalents au SMIC à temps plein

☐ copie du contrat de bail ou de domiciliation + bordereau de situation fiscale de l'entreprise (P 237) + une attestation d'assurance portant, selon la nature de l'activité, sur le local occupé, sur le véhicule ou sur tout autre bien nécessaire à l'activité + un avis d'imposition sur le revenu + si le demandeur a la statut de salarié, les fiches de salaire des 3 derniers mois ou, en l'absence d'avis d'imposition des 12 derniers mois + si le demandeur n'a pas le statut de salarié, un extrait du livre de compte établissant la rémunération versée au cours des 3 derniers mois ou, en l'absence d'avis d'imposition, des 12 derniers mois

◆ pour continuer de participer à une activité ou une entreprise existante :

☐ un avis d'imposition sur le revenu + si le demandeur a le statut de salarié, les fiches de salaire des 3 derniers mois ou, en l'absence d'avis d'imposition des 12 derniers mois + si le demandeur n'a pas le statut de salarié, un extrait du livre de compte établissant la rémunération versée au cours des 3 derniers mois ou, en l'absence d'avis d'imposition, des 12 derniers mois

- Activité libérale

☐ **en cas de poursuite d'activité** : tout justificatif de l'effectivité de l'activité et justification des ressources tirées de l'activité au moins équivalentes au SMIC à temps plein

☐ **si exercice d'une profession réglementée** : autorisation d'exercice ou inscription à l'ordre concerné

☐ autres : _____